COMMISSION « CONCILIATION »

- **COMPOSITION DE LA COMMISSION**

- Responsable : **Sylvie LECOMTE**

- Les autres membres : **Tous les autres conseillers titulaires du CDOMK 38.**

Le CDOMK 38, suite à son renouvellement de mars 2011, a décidé en avril que tous ses membres seraient potentiellement mis à contribution lors des audiences de conciliation. Le but étant de pouvoir s'appuyer sur les expériences, statuts et connaissances diverses que propose la composition de l'ensemble du CDO. Bien évidemment, il sera porté une attention toute particulière à ce que des membres ayant l'expérience de cette commission soient présents lors des audiences, et ce dans le souci impérieux de respecter très fidèlement la procédure. Après le renouvellement de 2014, ce principe a été reconduit et 3 suppléants se sont ajoutés, en l'occurrence Vincent GIROD, Georges REYMOND & Olivier RICHARD.

- **OBJET DE LA COMMISSION**

La procédure est concrètement explicitée dans les articles liés aux démarches des professionnels, mais il est essentiel de revenir sur le cadre de cette commission. En effet, cette commission a pour objet de répondre tout en respectant des modalités et des délais aux plaintes de patients, institutions ou masseurs-kinésithérapeutes à l'encontre de masseurs-kinésithérapeutes inscrits au tableau de l'Ordre. Pour les plaintes à l'encontre de masseurs-kinésithérapeutes non inscrits au tableau de l'Ordre, les institutions judiciaires ordinaires seront le lieu de gestion de la plainte, sachant que ces mêmes professionnels seront aussi passibles de poursuites pour exercice illégal de la profession.

Il est essentiel qu'il y ait plainte formulée par écrit auprès du CDOMK38 ou de son président pour engager une procédure de conciliation. Cette procédure peut aboutir à une transmission vers la chambre disciplinaire de première instance, sise au CROMK- Rhône-Alpes, devenant par la suite le CROMK-Auvergne & Rhône-Alpes, de manière automatique s'il n'y a pas de possibilité de conciliation totale entre les parties ou si le CDOMK38 dans son ensemble juge qu'il y a atteinte à la probité de la profession. Par ailleurs, la commission, notamment lors de l'audience de conciliation, n'a absolument pas vocation à juger (contrairement à la CDPI présidée par un magistrat professionnel), mais à entendre et permettre la confrontation des parties, voire à être témoin d'un accord entre elles.

Pour finir, les élus ordinaires, à commencer par le président du CDOMK 38, sont aussi à même de pouvoir renseigner, conseiller les professionnels inscrits au tableau de l'Ordre. Ces conseils sont d'ailleurs prodigués, soit en relation directe, soit par des informations collectives assez régulièrement. Une procédure interne au CDOMK 38 a été validée au printemps 2016, permettant d'identifier et de tracer les démarches allant de la plainte au conseil juridique, en passant par la gestion des conflits entre professionnels ou entre un patient et un professionnel. Cette procédure permet de définir les paramètres des audiences, le respect des textes, l'appui sur l'écrit et de réaffirmer l'existence d'un(e) président(e) de cette commission, même si les textes de référence ne la prévoient pas.